

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- JUIN 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours du premier semestre de l'année en cours se déroule dans un contexte marqué par la persistance de l'inflation à des niveaux élevés, quoique qu'en ralentissement et ce, malgré la baisse des prix des matières premières et de l'orientation restrictive des politiques monétaires. En dépit de ce contexte, l'activité économique s'est accélérée, sous l'effet notamment d'une hausse relative de la valeur ajoutée agricole et le renforcement des activités non agricoles, tirées notamment par l'industrie, le tourisme et le transport.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin juin 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de 27,8 MM.DH, contre un déficit de 18,2 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+13,8 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+4,2 MM.DH).

### RECETTES

#### Comportement favorable des recettes fiscales

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 48,5% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF). Comparativement à fin juin 2022, ces recettes se sont inscrites en hausse de 4,2 MM.DH ou 2,9%.

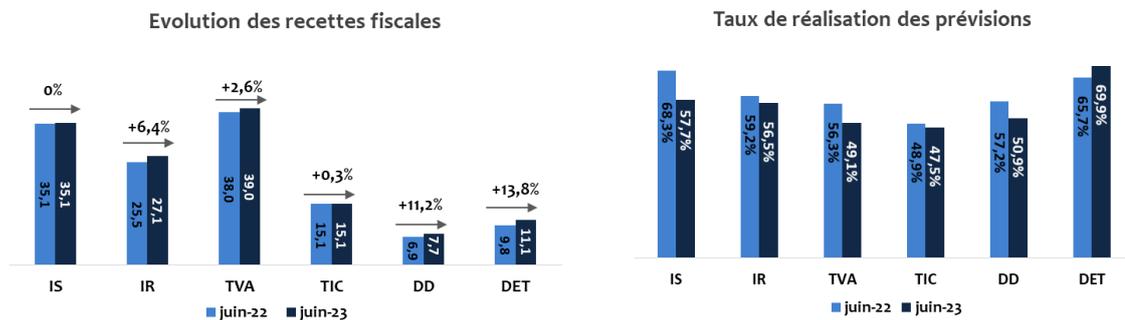
Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 53,6%. Par rapport à fin juin 2022, leur progression s'élève à 5,3 MM.DH ou 4,1%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à 7,9 MM.DH contre près de 8,6 MM.DH.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé les recettes fiscales à fin juin 2023, par rapport aux prévisions de la loi de finances 2023 et aux réalisations de la même période de 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 57,7% et s'est maintenu au même niveau observé au premier semestre de 2022. Cette évolution résulte notamment de l'amélioration des recettes issues des deux acomptes de 727 M.DH et du contrôle fiscal de 585 M.DH, qui ont compensé la baisse du complément de régularisation de 1,1 MM.DH ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 56,5% et une hausse de 1,6 MM.DH (+6,4%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+1,4 MM.DH) ;
- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 50%. Les recettes à ce titre se sont améliorées de près de 2 MM.DH (+18,7%) dans un contexte marqué par l'amélioration de la consommation des ménages. Cette évolution de la TVA à

l'intérieur recouvre une hausse des recettes brutes de près de 1,2 MM.DH et une baisse des remboursements de 798 M.DH ;

- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 48,7% et une baisse de 1 MM.DH (-3,7%) et ce, en relation notamment avec les mesures prises pour soutenir le secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 47,5% et une légère hausse de 45 M.DH (+0,3%). Cette progression recouvre une amélioration des TIC sur les tabacs (+193 M.DH) et un recul de celles appliquées sur les produits énergétiques (-212 M.DH) ;
- Les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 50,9% et se sont inscrits en hausse de 771 M.DH (+11,2%), en relation avec l'augmentation des importations (+2,8% à fin mai 2023) ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est situé à près de 70%. Ces recettes ont progressé de 1,3 MM.DH (+13,8%), dont 1 MM.DH est imputable aux droits d'enregistrement.



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à près de 12,8 MM.DH dont :

- 5 MM.DH au titre des « financements innovants », et
- 3,1 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics, dont un versement de 2 MM.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 581 M.DH de Bank Al-Maghrib.

## DEPENSES

### Exécution maitrisée des dépenses globales...

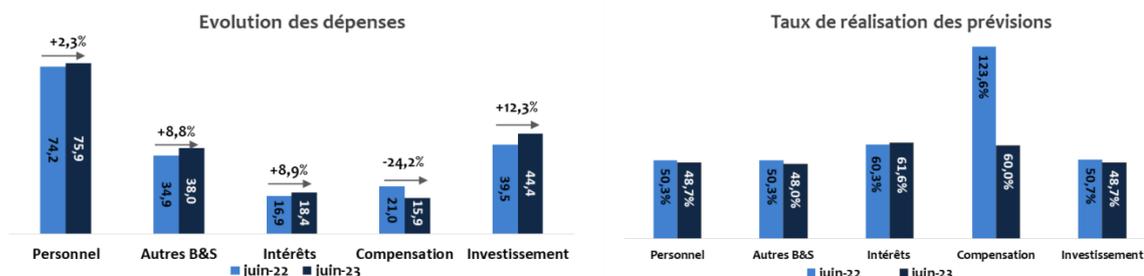
Les dépenses ordinaires se sont établies à près de 148,3 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 50,9%. Par rapport à fin juin 2022, ces dépenses se sont accrues de 1,2 MM.DH, recouvrant une hausse des dépenses au titre des « biens et services » (+4,8 MM.DH) et des intérêts de la dette (+1,5 MM.DH) et une baisse des charges de la compensation (-5,1 MM.DH) :

- L'exécution des dépenses de « biens et services » est marquée par un taux de réalisation de 48,7% des dépenses de personnel et de 48% des dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'est élevée à 1,7 MM.DH et 3,1 MM.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 61,6%. Leur augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, soit +1,5 MM.DH, recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure pour +1,1 MM.DH et de ceux afférents à la dette intérieure pour 370 M.DH. Cette évolution est le résultat de la hausse qu'ont connue les taux d'intérêt sur le marché, aussi bien domestique qu'international.
- Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 60%. Ces charges se sont chiffrées à 15,9 MM.DH recouvrant près de 9,5 MM.DH pour le gaz butane, 2,7 MM.DH pour le sucre, 2,6 MM.DH pour la farine nationale et 920 M.DH

au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché une baisse de 2,3 MM.DH par rapport à fin juin 2022. Cette évolution s'explique par l'effet combiné d'une baisse du cours du gaz butane, à soit 560,5 \$/T en moyenne contre 861 \$/T au premier semestre de 2022, et d'une dépréciation du dirham par rapport au dollar, le taux de change étant passé, en moyenne, de 9,7 à 10,2 DH/\$ à fin juin 2023.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 3,3 MM.DH, contre 296 M.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont affiché un taux d'exécution de 48,7%. Elles ont atteint 44,4 MM.DH, enregistrant une progression de près de 4,9 MM.DH comparativement au premier semestre de 2022.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...**

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 13,3 MM.DH, contre 21,1 MM.DH à fin juin 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,8 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,5 MM.DH un an auparavant.

## FINANCEMENT

**Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...**

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 10,5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 38,3 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 152,7 MM.DH, dont 147,3 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 191 MM.DH. Le niveau des amortissements au titre de la dette intérieure résulte de la concentration des émissions intervenues, depuis la fin de l'année 2022, sur les maturités à court terme, en raison de la préférence des investisseurs pour ces maturités dans un contexte d'anticipations haussières des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à 220,2 MM.DH, dont près de 187,1 MM.DH sur le marché intérieur et 33,4 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées a permis de constituer un matelas pour préparer la couverture des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dans l'objectif de réduire le risque de refinancement. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie afin d'optimiser le coût de financement des besoins du Trésor.

## SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Juin	Loi de	Juin	Juin 2023 / Juin 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>147.389</b>	<b>312.721</b>	<b>151.601</b>	<b>2,9%</b>	<b>4.213</b>	<b>48,5%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>147.389</b>	<b>307.721</b>	<b>151.601</b>	<b>2,9%</b>	<b>4.213</b>	<b>49,3%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>131.511</b>	<b>255.273</b>	<b>136.845</b>	<b>4,1%</b>	<b>5.334</b>	<b>53,6%</b>
- Impôts directs	61.789	113.165	63.979	3,5%	2.190	56,5%
- Impôts indirects	53.045	111.143	54.069	1,9%	1.024	48,6%
- Droits de douane	6.880	15.019	7.651	11,2%	771	50,9%
- Enregistrement et timbre	9.797	15.947	11.146	13,8%	1.349	69,9%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>14.043</b>	<b>54.148</b>	<b>12.774</b>	-	<b>-1.269</b>	<b>23,6%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3.936	19.464	3.053	-	-883	15,7%
- Autres recettes	10.107	29.684	9.721	-	-386	32,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>1.835</b>	<b>3.300</b>	<b>1.982</b>	-	<b>147</b>	<b>60,1%</b>
- Fonds de soutien des prix	154	600	167	-	13	27,8%
- Fonds spécial routier	1.681	2.700	1.815	-	134	67,2%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CS</b>	<b>165.542</b>	<b>378.396</b>	<b>179.384</b>	<b>8,4%</b>	<b>13.842</b>	<b>47,4%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>147.093</b>	<b>291.458</b>	<b>148.299</b>	<b>0,8%</b>	<b>1.206</b>	<b>50,9%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>109.123</b>	<b>234.912</b>	<b>113.912</b>	<b>4,4%</b>	<b>4.789</b>	<b>48,5%</b>
Personnel	74.188	155.794	75.901	2,3%	1.713	48,7%
Autres biens et services	34.935	79.117	38.011	8,8%	3.076	48,0%
<b>Dette publique (1)</b>	<b>16.936</b>	<b>29.966</b>	<b>18.448</b>	<b>8,9%</b>	<b>1.512</b>	<b>61,6%</b>
Intérieure	14.454	23.291	14.824	2,6%	370	63,6%
Extérieure	2.482	6.675	3.624	46,0%	1.142	54,3%
<b>Compensation (2)</b>	<b>21.034</b>	<b>26.580</b>	<b>15.939</b>	<b>-24,2%</b>	<b>-5.095</b>	<b>60,0%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>296</b>	<b>21.264</b>	<b>3.302</b>	-	<b>3.006</b>	<b>15,5%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>39.546</b>	<b>91.138</b>	<b>44.397</b>	<b>12,3%</b>	<b>4.851</b>	<b>48,7%</b>
dont Fonds spécial routier	1.369	2.700	901			<b>33,4%</b>
<b>SOLDE DES CST (3)</b>	<b>21.097</b>	<b>4.200</b>	<b>13.312</b>	<b>-36,9%</b>	<b>-7.784</b>	<b>317,0%</b>
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-18.154</b>	<b>-65.674</b>	<b>-27.783</b>	-	<b>-9.629</b>	<b>42,3%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-3.823</b>		<b>-10.538</b>		<b>-6.715</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-21.977</b>	<b>-65.674</b>	<b>-38.321</b>	<b>74,4%</b>	<b>-16.344</b>	<b>58,3%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>20.833</b>	<b>13.142</b>	<b>10.311</b>		<b>-10.522</b>	<b>78,5%</b>
Endettement intérieur	18.353		42.153		23.800	
Autres opérations	2.479		-31.842		-34.321	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>1.144</b>	<b>52.532</b>	<b>28.010</b>		<b>26.866</b>	<b>53,3%</b>
Tirages	6.021	60.000	33.404		27.383	55,7%
Amortissements	-4.877	-7.468	-5.395		-517	72,2%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

**DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES**

En M.DH

	Juin	Loi de	Juin	Juin 2023 / Juin 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>131.511</b>	<b>255.273</b>	<b>136.845</b>	<b>4,1%</b>	<b>5.334</b>	<b>53,6%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>61.789</b>	<b>113.165</b>	<b>63.979</b>	<b>3,5%</b>	<b>2.190</b>	<b>56,5%</b>
Taxe professionnelle	61	128	76	24,6%	15	59,3%
Impôt sur les sociétés (I.S)	35.135	60.914	35.140	0,0%	5	57,7%
Impôt sur le revenu ( I.R)	25.460	47.931	27.078	6,4%	1.618	56,5%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	3	0	9	-	6	-
Taxe d'habitation	7	14	7	0,0%	0	51,0%
Majorations	892	3.349	1.088	22,0%	196	32,5%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	215	800	560	-	345	70,0%
Autres impôts directs	16	30	21	31,3%	5	70,9%
<b>Impôts indirects</b>	<b>53.045</b>	<b>111.143</b>	<b>54.069</b>	<b>1,9%</b>	<b>1.024</b>	<b>48,6%</b>
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)</b>	<b>37.977</b>	<b>79.330</b>	<b>38.956</b>	<b>2,6%</b>	<b>979</b>	<b>49,1%</b>
(Intérieure)	10.575	25.113	12.557	18,7%	1.982	50,0%
(Importation)	27.402	54.217	26.399	-3,7%	-1.003	48,7%
<b>Taxe intérieure de consommation (T.I.C)</b>	<b>15.068</b>	<b>31.813</b>	<b>15.113</b>	<b>0,3%</b>	<b>45</b>	<b>47,5%</b>
(Tabacs)	5.782	12.500	5.975	3,3%	193	47,8%
(Produits énergétiques)	8.123	16.602	7.911	-2,6%	-212	47,7%
(Autres)	1.163	2.711	1.227	5,5%	63	45,3%
<b>Droits de douane (D.D)</b>	<b>6.880</b>	<b>15.019</b>	<b>7.651</b>	<b>11,2%</b>	<b>771</b>	<b>50,9%</b>
<b>Enregistrement et timbre (D.E.T)</b>	<b>9.797</b>	<b>15.947</b>	<b>11.146</b>	<b>13,8%</b>	<b>1.349</b>	<b>69,9%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>14.043</b>	<b>54.148</b>	<b>12.774</b>	<b>-9,0%</b>	<b>-1.269</b>	<b>23,6%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	3.936	19.464	3.053	-22,4%	-883	15,7%
- Autres recettes	10.107	29.684	9.721	-3,8%	-386	32,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>1.835</b>	<b>3.300</b>	<b>1.982</b>	<b>8,0%</b>	<b>147</b>	<b>60,1%</b>
Fonds de soutien des prix	154	600	167	8,4%	13	27,8%
Fonds spécial routier	1.681	2.700	1.815	8,0%	134	67,2%
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>147.389</b>	<b>312.721</b>	<b>151.601</b>	<b>2,9%</b>	<b>4.213</b>	<b>48,5%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de   participations de l'Etat)</b>	<b>147.389</b>	<b>307.721</b>	<b>151.601</b>	<b>2,9%</b>	<b>4.213</b>	<b>49,3%</b>